



Pour rester en contact malgré le confinement

Feuillet n°10, 20 mai 20

Bonjour,

Et voici déjà le Feuillet 10 que nous vous envoyons un peu plus tôt que d'habitude en raison de la Fête de l'Ascension. Nous y avons en effet prévu le commentaire de deux évangiles, celui de l'Ascension et celui du 7^e dimanche de Pâques.

Nous vous proposons parallèlement de poursuivre les réflexions de la semaine dernière en mettant l'accent cette semaine sur les aspects sociaux tant chez nous (C. Mahy) que dans les pays du Sud (O. De Schutter). Vraiment la nécessité de changement est là et les idées ne manquent pas. A nous aussi de nous impliquer.

Prenez bien soin de vous et de ceux qui vous entourent.

L'équipe de rédaction

Bernadette, Irène, Christian, Rodney et Xavier F

Viens Esprit Saint, nous t'attendons

Source de l'image : <http://chemindivin.centerblog.net/rub-paques-.html>



Pour réfléchir à l'Évangile de l'Ascension

(21 mai 2020)

Mathieu 28, 16-20

Source de l'image : <https://epmc.blog4ever.com/relecture-adresse-aux-seniors-en-ce-jeudi-de-l-ascension-25-mai-2017>



Je ne vous le cache pas. La fête de l'Ascension me laisse toujours le cœur partagé entre deux sentiments un peu contradictoires. Je suis saisi d'un peu de tristesse d'abord. Jésus n'est plus visible dans son corps glorifié. Après un temps où il s'est manifesté à ses apôtres, il disparaît à leurs regards. Comment ne pas être saisi d'une sensation de deuil devant l'absence visible du Bien Aimé ?

Ensuite une joie discrète me monte aussi du cœur. Dans la nuit de l'Absence, voilà que nous sommes invités à une Présence plus profonde. Car Jésus, par l'Ascension, ne devient pas un disparu. Il change de mode de présence. Il reste présent dans le don du Saint-Esprit, dans la parole des apôtres, dans la communauté rassemblée pour la prière et les sacrements, dans le service des frères. Son départ vers les cieux signifie moins la fin d'une histoire que le début de l'éternité, de notre éternité.

Si Jésus n'était pas « monté » au ciel, il serait encore parmi nous, au milieu de nous, extérieur à nous, comme nous demeurons extérieurs les uns aux autres. Son départ dessine un nouveau mode de présence, non plus une présence proche et visible mais plutôt une présence tout intérieure et universelle, hors frontières et hors du temps. Une vraie présence, vécue sur le mode de l'absence, un peu comme lorsque nous vivons un deuil, ce temps nécessaire pour que l'être décédé vive à jamais en nous.

Libéré des limites du corps, il n'est plus à côté de nous, mais par sa mort et sa glorification, il est maintenant au cœur de nous-mêmes. « *Je suis avec vous, tous les jours, jusqu'à la fin des temps. Vous êtes en moi et je suis en vous.* »

L'Ascension est le nouvel aspect de Présence dans le Mystère de Pâques. Le Christ ne nous prive des apparences de sa Présence que pour nous donner ce qu'il est, sa dimension infinie et indicible qu'il reçoit de son Père, grâce au dynamisme de l'Esprit. Il fallait qu'il disparaisse pour transparaître.

Quand on dépasse le deuil, quand on assume l'absence pour découvrir une autre présence, on entre dans le mystère du Grand Passage, et l'on peut alors vivre intensément l'Ascension. On peut fermer les yeux, quitter les écorces superficielles de la vie sensible, plonger dans la nuit de la foi pour descendre au fond de soi-même, au ciel de Dieu, là où Il peut établir sa demeure, et nous attend.

On se découvre conduit aux dimensions de Dieu, on peut aller au-devant des autres, les rencontrer et les aimer comme il nous dit de le faire. « *Allez dans le monde entier.* » Et la joie peut crépiter comme un feu au cœur d'une nuit fraîche de printemps, parce que, dans « les vases fragiles » que nous sommes, la présence du ressuscité silencieusement rayonne et éclaire le monde encore prisonnier des ténèbres de la peur.

Source : <http://www.kerit.be/homelie.php>

Pour réfléchir à l'Évangile du 7e dimanche de Pâques

(24 mai 2020)

Jean 17, 1b-11a

«Père, l'heure est venue»



Source de l'image : <http://www.yeshua-reunion.com/spip.php?article201>

Abbé Pere OLIVA i March
(Sant Feliu de Torelló, Barcelona, Espagne)

Aujourd'hui, l'Évangile de Saint Jean - que nous lisons depuis quelques jours - débute en nous parlant de « l'heure »: «Père, l'heure est venue» (Jn 17,1). Le moment culminant, la glorification de toute chose, l'offrande ultime de Christ qui se livre pour nous... « L'heure » est une réalité invisible aux yeux de l'Homme; qui se révélera au fur et à mesure que la vie de Jésus nous laissera entrevoir la perspective de la croix.

L'heure est venue? L'heure de quoi? L'heure est venue de connaître le nom de Dieu, c'est-à-dire son action, la façon avec laquelle il se dirige à l'Humanité, sa façon de nous parler à travers son Fils, le Christ, qu'il aime.

Les hommes et les femmes d'aujourd'hui, ceux qui connaissent Dieu à travers Jésus («Je leur ai donné les paroles que tu m'avais données » : Jn 17,8), sont témoins de la vie, de la vie divine qui grandit en nous en vertu du sacrement baptismal. En Lui nous vivons, nous agissons et nous sommes; en Lui nous trouvons les paroles qui nous nourrissent et nous font grandir; en Lui nous découvrons ce que Dieu veut de nous: la plénitude, la réalisation humaine, une existence qui ne vit pas de vaine gloire personnelle, mais d'une attitude existentielle qui s'appuie en Dieu lui-même et en sa gloire. Comme nous rappelle Saint Irénée «la gloire de Dieu est que l'homme vive». Rendons gloire à Dieu afin que la personne humaine arrive à sa plénitude!

Nous sommes marqués par l'Évangile de Jésus-Christ; travaillons sans cesse pour la gloire de Dieu, travail qui représente se mettre au service de la vie des hommes et des femmes d'aujourd'hui. Ce qui veut dire: travailler pour une authentique communication humaine, l'authentique bonheur de la personne, encourager la joie chez les tristes, ressentir la compassion pour les faibles... En résumé: être ouverts à la Vie.

À travers l'esprit, Dieu travaille à l'intérieur de chaque être humain et habite au plus profond de la personne et ne cesse pas de nous encourager à puiser des valeurs de l'Évangile. La Bonne Nouvelle est l'expression du bonheur libérateur qu'Il veut nous donner.

Source : <https://m.facebook.com/lavictoiredelamour/posts/1009166549159806>

« Cette épidémie est le révélateur de la crise sociale dans laquelle on se trouve depuis plusieurs années »



La crise sanitaire se superpose à des inégalités extrêmement prégnantes et, si on n'y prend pas garde, celles-ci risquent de se renforcer, comme le craint Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

Alter Échos : Pour arriver à réguler cette épidémie, la solution a été le confinement. Il a conduit à une diminution d'un ensemble de services et d'organisations dont on découvre aujourd'hui leur indispensable existence...

Christine Mahy : Cette crise sanitaire a nécessité toute une série de mesures vis-à-vis de la totalité de la population, comme si les populations avaient un mode de vie uniforme. On peut comprendre que les mesures sanitaires s'appliquent à tous, sauf que celles-ci arrivent sur une crise sociale longue de plusieurs années, crise qui a affaibli toute une partie de la population dans notre société. On pense évidemment aux sans-abris, aux migrants, aux personnes en situation de pauvreté financière, de mal-logement, aux bénéficiaires du revenu d'intégration sociale ou aux demandeurs d'emploi... Mais cette crise a affaibli aussi les personnes au travail depuis plusieurs années, avec un affaiblissement progressif de la protection des travailleurs, une déstructuration du contrat de travail... Avec cette crise du coronavirus, on découvre ainsi à quel point tous les services sociaux sont des services paratonnerres par rapport à la pauvreté, des services qui permettent à la société de tenir malgré des inégalités fortes. Comme ceux-ci sont à l'arrêt, parce que des bénévoles sont malades ou peu nombreux à cause du covid-19, on se rend compte que cette épidémie est le révélateur de la crise sociale dans laquelle on se trouve depuis plusieurs années. Il faut être soit sourd, ou aveugle, pour ne pas voir que la vulnérabilité est intense dans notre pays. Et même, face à la maladie, même s'il y a une espèce d'égalité en termes de possible contamination, les inégalités se confirment : la contamination sera plus accablante pour quelqu'un qui est extrêmement faible, qui vit dans la pauvreté, qui a une santé fragile...

Avec cette crise du coronavirus, on découvre ainsi à quel point tous les services sociaux sont des services paratonnerres par rapport à la pauvreté, des services qui permettent à la société de tenir malgré des inégalités fortes.

Alter Échos : Outre les inégalités, cette crise sanitaire fait apparaître de la même façon les secteurs essentiels au bon fonctionnement d'une société. Le premier évidemment, ce sont les soins de santé...

Christine Mahy : On voit tous les reculs et risques qui pèsent sur la santé publique quand celle-ci est mise à mal financièrement, humainement et matériellement. On voit aussi l'importance de tous les services à domicile, de tous les lieux collectifs qui font du bien aux gens, de tous les services d'hébergement, de tout l'accompagnement en santé mentale, en addiction...

Il faut être soit sourd, ou aveugle, pour ne pas voir que la vulnérabilité est intense dans notre pays.

Faudra-t-il encore beaucoup d'analyses après cette crise pour estimer ce qui est crucial et essentiel pour une société ? Si le politique n'est pas secoué par cette crise au point de tout recommencer comme avant, au point de ne pas travailler à une société moins inégalitaire, je serai alors totalement choquée, et le mot est faible, parce que cela voudrait dire d'une certaine façon, qu'on aurait eu peur pour la vie de tous, parce qu'on a eu peur pour sa vie à soi, et pas parce que tous sont aussi importants les uns que les autres.

Alter Échos : C'est aussi tout l'État social actif qui a été conçu ces dernières années qui s'écroule comme un château de cartes ces dernières semaines...

Christine Mahy : En effet. Comme un château de cartes, c'est l'image ! Certains se réveillent par rapport aux politiques sociales qui ont été mises en place ces dernières années et aux conséquences qu'elles ont produites sur le terrain comme la dégressivité des allocations de chômage. La crise actuelle a encore de nombreuses choses à révéler, et des mesures devront être mises en place pour qu'il y ait une large prise de conscience de la réalité de nombreux ménages. Par exemple, les gouvernements ont pris diverses mesures sur le chômage temporaire pour aider les travailleurs, mais on ne sait pas encore ce que cela va donner quand ce chômage se conjuguera dans un ménage avec le statut de cohabitant, par exemple. Ces différences de statut sont devenues ingérables. C'était déjà complexe en temps normal, mais là, cela devient impossible. Par ailleurs, parmi de nombreux acteurs rencontrés, y compris au niveau du gouvernement wallon, de l'administration, certains découvrent que plein de ménages vont rencontrer une chute de revenus avec la crise, et pas seulement ceux confrontés au chômage temporaire. Tous ceux qui travaillent avec une Agence locale pour l'emploi (ALE) qui sont au chômage ou au CPAS, font des heures sous ce statut pour compléter leur revenu et tenir le mois. Avec la crise, c'est un arrêt net, et il n'y a pas de compensation. J'évoque les ALE, mais on pourrait citer les intérimaires, les flexi-jobs, ceux qui travaillent à l'heure ou à la journée. De nombreux ménages vont être touchés par une chute de revenus, et cela ne faisait pas partie jusqu'à maintenant de la prise de conscience des acteurs politiques parce que la déstructuration qu'a entraîné cet État social actif qui a voulu, à n'importe quel prix faire de l'économie sur le dos des travailleurs et mettre au travail dans n'importe quelle condition, est tellement intégrée dans les codes de la gouvernance.

Faudra-t-il encore beaucoup d'analyses après cette crise pour estimer ce qui est crucial et essentiel pour une société ?

Alter Échos : Vous évoquez les pertes de revenus pour de nombreux ménages. Ce sont autant de situations potentielles d'endettement et d'appauvrissement de la population...

Christine Mahy : On s'est rendu compte que la crise sanitaire va non seulement poser des problèmes sociaux pendant cette crise, mais va aussi avoir des effets collatéraux à long terme pour les ménages les plus faibles, confrontés à des pertes de revenus, des dépenses plus importantes, à moins de services... Certains acteurs, notamment au sein de l'aide alimentaire, indiquent que, pour les ménages aux faibles revenus, la dépense en alimentation a augmenté de près de 25 % par mois, compte tenu du confinement. Les ménages qui ont un matelas d'amortissement ne verront pas forcément la différence, mais ceux qui n'en ont pas sont nombreux. En Wallonie, cela représente près de 40 % des ménages. Si ces ménages rencontrent une chute de revenus et dépensent davantage en cette période, ils se retrouveront tôt ou tard dans une grande difficulté.

La crise actuelle a encore de nombreuses choses à révéler, et des mesures devront être mises en place pour qu'il y ait une large prise de conscience de la réalité de nombreux ménages.

Il n'y a donc pas de raison que la dynamique de soutien soit uniquement centrée sur le maintien de l'économie, il faut pouvoir se dire et prendre en considération les ménages de façon directe, et tous

les ménages, raison pour laquelle une *task force* urgence sociale a été lancée en Wallonie. Il faut souligner la réactivité avec laquelle elle a été mise en place. Depuis trois semaines, il y a un travail en continu avec cette *task force* qui se réunit tous les deux jours, rassemblant tous les cabinets ministériels, les administrations, la fédération des CPAS, le RWLP et la FDSS. Cette *task force* vise à prendre des mesures urgentes pendant le temps de la crise pour que des choses pèsent le moins possible sur les ménages, et que les ménages les plus pauvres puissent aussi être sécurisés sur le plan sanitaire comme avec des compteurs à budget débloqués ou en interdisant les coupures d'eau. Mais on pense aussi à la charnière, c'est-à-dire à la fin du confinement, pour qu'il n'y ait pas un effet boomerang qui se retourne contre les gens du jour au lendemain.

Alter Échos : Mais vous connaissez l'état des moyens wallons, ils restent très limités, même en cette période de crise...

Christine Mahy : Aujourd'hui, des moyens mis sur la table, il y en a beaucoup, notamment sur le plan économique, et je ne critique pas les montants évoqués mais, à un moment donné, il n'y a pas de raison d'empêcher que des ménages puissent être aidés. Je suis d'accord d'entendre que les moyens sont limités, mais on ne peut pas considérer qu'il y en ait pour certains, et pas pour d'autres.

Il n'y a donc pas de raison que la dynamique de soutien soit uniquement centrée sur le maintien de l'économie, il faut pouvoir se dire et prendre en considération les ménages de façon directe, et tous les ménages, raison pour laquelle une *task force* urgence sociale a été lancée en Wallonie.

Une autre chose : si la Wallonie fait avec les moyens qui sont les siens, le fédéral devra prendre sa part de responsabilité. Là aussi, on travaille à la création d'une *task force* fédérale – même si c'est plus compliqué – à travers le réseau belge de lutte contre la pauvreté. Sortir de l'argent pour les ménages, c'est aussi consolider l'économie. S'ils ne savent plus assumer ce qu'ils doivent assumer, on risque de créer une bulle gigantesque – et c'est ma crainte – de problèmes sociaux fondés sur des difficultés financières immédiatement à la sortie de la crise. Autant prendre le problème à la base, en évitant un mauvais calcul économique, en soutenant dès que possible les ménages, à commencer par ceux qui rencontrent le plus de difficultés.

Alter Échos : On parlait des risques financiers et sociaux que courent les ménages. Un autre risque actuel, c'est l'accroissement des inégalités scolaires...

Christine Mahy : Forcément, les inégalités qui se vivent à l'école continuent pendant la crise. Le fait d'être à la maison ne change rien à l'affaire, et même on constate un renforcement de celles-ci, soit parce qu'on n'est pas équipé, soit parce que les parents travaillent, soit parce qu'on est une famille nombreuse dans un petit logement... Il ne faut pas oublier que le confinement a des effets sur la vie familiale, entraînant tension, stress, impossibilité de se concentrer... Je ne dis pas du tout que ce n'est pas intéressant qu'on invite les enfants à faire quelque chose par rapport à l'école pendant le temps du confinement, mais il faut lâcher la pression. Car plus les conditions sociales, matérielles étaient déjà complexes avant la crise, plus elles le sont durant le confinement. C'est une évidence, notamment pour des parents qui ne se sentent pas à la hauteur, se sentent disqualifiés, sentiment présent pour de nombreux parents pauvres. Ici, le risque est qu'ils vivent cette disqualification de façon plus importante.

Pierre Jassogne, Alter Échos n° 483, 9 avril 2020

<https://www.alterechos.be/cette-epidemie-est-le-revelateur-de-la-crise-sociale-dans-laquelle-on-se-trouve-depuis-plusieurs-annees/>

« Cette crise est une chance à saisir pour aller vers une transition écologique et sociale »



Olivier De Schutter, le nouveau Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains plaide pour un système de réassurance afin de réduire la dépendance des pays les plus exposés à une crise systémique comme celle du Covid-19.

Bien sûr qu'il y a des solutions et j'y travaille, mais cela ne se fera pas en un jour. Olivier De Schutter, professeur de droit international à l'UCLouvain, est, depuis le 1er mai 2020, le nouveau Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains. Il connaît bien la matière puisqu'il a été Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation de 2008 à 2014.

Pour lui, cette crise planétaire « provoquera une aggravation de l'extrême pauvreté de 40 %. Les impacts humains sont dramatiques, mais c'est en même temps une chance à saisir pour obtenir l'écoute des gouvernements ». Il a répondu par téléphone à nos questions.

La pandémie va-t-elle augmenter les inégalités dans le monde ?

Les chiffres dont on dispose laissent présager une augmentation de 40 % de l'extrême pauvreté dans le monde. Les 750 millions de personnes qui étaient déjà dans cette situation avant la crise vont passer à 1,2 milliard. Et encore, cela part d'une mesure de la pauvreté qui est extrêmement peu exigeante puisqu'on parle de 1,9 dollar américain en parité de pouvoir d'achat. On parle de gens qui ont à peine de quoi survivre. Dans les pays en développement, cinq chocs se manifestent simultanément.

Lesquels ?

Le premier choc, c'est la chute de la production ; une chute de l'offre due au fait que les travailleurs tombent malades, ne peuvent plus se déplacer, etc. Le deuxième, c'est l'écroulement des fonds envoyés par les migrants dans leur pays d'origine. Pour certaines économies de pays pauvres, c'est parfois très important. On parle de 550 milliards de dollars à l'échelle mondiale en 2019 et d'une chute de 20 %. Troisième choc : la fuite des capitaux. Ce qui se traduit par la dépréciation des monnaies locales par rapport au dollar ou à l'euro. Mécaniquement, et c'est le quatrième choc : le poids de la dette de ces pays augmente, or elle atteignait déjà des sommets avant la crise (193 % du PIB des pays en développement fin 2018). Et, cinquième choc : beaucoup de pays subissent également la chute des prix des matières premières. C'est ce qu'on appelle une tempête parfaite. Or, 4 milliards de personnes ne bénéficient d'aucune protection sociale, et un très grand nombre d'entre elles sont dans l'économie informelle (61 % des travailleurs dans le monde d'après l'OIT) : ce sont les plus fragilisés.

Pour eux, il est clair que le Covid-19 signifie davantage de problèmes pour nouer les deux bouts...

On va voir les écarts entre les secteurs relativement protégés et les pays du nord d'une part, et les secteurs moins bien protégés et les pays du sud d'autre part, s'accroître de manière dramatique.

Le confinement obligatoire accentue aussi le phénomène...

Oui, parce que pour beaucoup de métiers, se déplacer est essentiel. Pour ceux qui ne reçoivent pas de compensation, c'est évidemment dramatique. Pour les micro-entreprises et les indépendants qui sont dans l'informel dans les pays du sud, tout s'est arrêté. On assiste à une chute de l'offre mais aussi à une chute de la demande puisque les gens n'ayant plus de revenus vont acheter beaucoup moins. Une crise économique, c'est l'un ou l'autre et l'un peut venir au secours de l'autre. Ici, on a les deux chocs à la fois.

Une « crise systémique » du développement humain comme le dit le PNUD ?

C'est bien pire que la crise de 2008-2010. L'actuelle est comparable à celle de 1929, mais avec la particularité que beaucoup de pays sont déjà fortement endettés suite à la crise de 2008-2010. Pour bon nombre d'entre eux, emprunter sur les marchés internationaux va être très compliqué. Ils vont faire face à des taux d'intérêt exorbitants. C'est pour cette raison que je plaide pour que le FMI utilise cet outil que sont les droits de tirage spéciaux.

C'est-à-dire ?

C'est un instrument monétaire international géré par le FMI permettant d'alimenter les réserves officielles des Etats, c'est-à-dire de combler un déficit de liquidités. C'est un outil indispensable pour permettre aux pays en développement de financer les réinvestissements dans l'économie. Il faudrait mettre l'équivalent de mille milliards de dollars US à leur disposition. Les mesures prises pour l'instant sont nettement insuffisantes. Le G20 a suspendu le paiement des intérêts de la dette extérieure des pays en développement pour six mois. Cela représente un volume dérisoire de 25 milliards de dollars.

L'effacement des dettes, une des solutions ?

Absolument. Mais une partie non négligeable de la dette des pays pauvres est entre les mains de créanciers privés qu'on appelle des fonds vautours. Ce sont des fonds privés qui rachètent leurs créances à des créanciers publics à prix cassés et saignent ensuite les pays pauvres. Ces créanciers privés, on ne parviendra pas à les intégrer dans un règlement de la dette des pays pauvres.

Et la Chine, qui a aussi octroyé des prêts à la pelle...

Oui, et ils ont imposé des garanties liées aux remboursements qui sont d'un point de vue géostratégique extrêmement importantes. Ces dettes sont garanties sur des infrastructures publiques, des territoires entiers. Ce n'est pas qu'une question économique dans ce cas-ci.

L'augmentation de la coopération au développement, une autre partie de la solution ?

Il y a une manière de la concevoir qui est fondée sur l'idée que les pays riches doivent aider les pays pauvres avec des transferts d'argent. Evidemment, cela doit se poursuivre, mais il faut aussi aller vers des solutions plus structurelles. Ce que j'ai recommandé en 2012 quand j'étais Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, c'est un mécanisme de réassurance permettant aux pays pauvres de construire des systèmes de protection sociale en étant protégés du risque de chocs économique, climatique, sanitaire. Pour des grands pays assez robustes comme l'Inde avec une économie diversifiée, ces chocs sont supportables. Mais pour des petits pays à l'économie peu diversifiée, mettre sur pied des mécanismes de protection sociale est difficile car ils craignent de ne pas pouvoir faire face à une crise soudaine.

Quel est le principe de la réassurance ?

On finance le paiement de primes d'assurance que ces pays paient pour pouvoir être couverts en cas de choc qu'ils ne pouvaient pas anticiper. Le principe, c'est de réduire le risque. L'heure est venue de mettre ça en route. Il y a des soutiens du côté de la Banque mondiale, du PNUD et de l'OIT. Il faudrait qu'un gouvernement montre l'exemple. Si ça marche, les autres suivront. Je vais prendre mon bâton de pèlerin et plaider pour ce mécanisme, notamment auprès des grandes compagnies d'assurances. L'Ethiopie, par exemple, a une assurance contre la sécheresse pour venir en aide aux agriculteurs. Il faut remettre au centre de nos préoccupations, la résilience et la protection sociale et qu'on ne se contente pas de mesures palliatives à court terme comme on en va en avoir maintenant.

Et les pays dont les revenus reposent essentiellement sur le tourisme ?

L'enseignement général de cette crise, c'est que l'interdépendance que la mondialisation a amenée peut-être une source d'efficacité, mais elle montre ses limites. Parce qu'au fond, elle implique aussi une transmission des chocs. Il va falloir diversifier l'économie, diversifier son approvisionnement en médicaments, en équipements sanitaires, en ressources alimentaires, etc. Tous les pays qui ont une dépendance trop forte à l'égard de telle ou telle source de revenus se rendent compte qu'ils vont devoir diversifier leur économie. Avec une relocalisation de certaines activités et une sortie de l'hyperspécialisation de certaines régions, ce qui était la tendance depuis 40 ans. Même des partisans de la mondialisation heureuse comme Emmanuel Macron parlent de retrouver une certaine souveraineté alimentaire et sanitaire.

La reprise va-t-elle se faire au détriment des plus pauvres ?

C'est au cœur de mon action : veiller à ce que la reconstruction d'une économie qui est à terre aujourd'hui soit un levier de la transition écologique et sociale. Parce qu'il y a deux dangers. Le premier, c'est de maintenir à flot des secteurs économiques et des entreprises sans aucune contrepartie en matière de transition écologique, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, etc. Dans les montants considérables que les Etats et l'UE vont débloquer (4.000 milliards d'euros), on n'en trouve pas la moindre trace pour le moment. Pour la transition sociale, il faut s'assurer que l'on aille vers une reconstruction économique qui réduise les inégalités. Et qui introduise aussi dans les entreprises davantage de démocratie économique. Avec une voix plus importante des travailleurs dans les orientations stratégiques. C'est le deuxième danger et le moment ou jamais pour changer le modèle économique. Ce qu'on va faire dans les prochains mois va définir la nature de notre modèle de développement pour les quinze années qui viennent.

Philippe de Boeck, Chef du service Monde, Le Soir, 11/05/2020

<https://plus.lesoir.be/300110/article/2020-05-11/cette-crise-est-une-chance-saisir-pour-aller-vers-une-transition-ecologique-et>

A écouter Taizé - Tui Amoris Ignem (The Fire of Your Love)

<https://www.youtube.com/watch?v=YkfSQO9aQG8>

Une réflexion de P. Marie-Pravin (Prêtre du Diocèse de Liège- Centre d'Etude du Futur)

Je tenais à vous inviter à la plus grande prudence quant aux messages de toute sorte que l'on reçoit sur Internet, même lorsqu'il s'agit de discours scientifiques. Rappelez-vous mon article sur "**la structure mythologique de la pensée**". La science n'échappe pas à cette "construction subjective" du savoir.

Le mythe étant au fondement de nos connaissances et de nos actions, il ne faut pas être naïf au point de penser qu'aucun mythe ne guide notre monde actuel, l'économie comme la politique. Au contraire, il est un mythe qui s'impose insidieusement au **niveau politique et géopolitique : le mythe transhumaniste** du progrès technologique et de la modification de l'Humain (manipulations génétiques, hybridation de l'homme et la machine dont le vaccin avec puce intégrée de Bill Gates, même s'il s'agit peut-être d'une *Fake news*, en est l'annonce. Si ce n'est pas Gates qui le fera, d'autres le feront comme Ray Kurzweil, Elon Musk ou les Chinois qui seront moins frileux en cette matière. N'oubliez pas qu'une rude concurrence oppose tous ces Géants du numérique, particulièrement dans le domaine de la santé).

A ce mythe de l'homme augmenté, il nous faut, en tant que chrétien, opposer un autre "mythe", une autre "vision" de l'homme : celui de "**L'homme christique**" dont le modèle est le Christ Lui-même, **Homo Deus**, et le fondement, **l'oraison** dont je vous parle depuis des années.

Soyons intelligents, de l'Intelligence du Christ, dans l'Esprit-Saint, et pour la Gloire du Père,

Le fichier des paroissiens comprend à ce jour 350 adresses auxquelles nous avons envoyé ce Feuilleton 10. N'hésitez pas à nous proposer des corrections et des ajouts.

Si vous souhaitez un contact par téléphone ou un contact par mail ou par Skype, écrivez-nous à l'adresse suivante :

- sfslaveu@gmail.com
- Communauté des Salésiens de Don Bosco : 042524846
- Christian Tshala Wika : 0467649939
- Rodney Barlathier : 0491311448

Nous ne manquerons pas de vous recontacter.